

Les pays de Visegrad et du Benelux essaient de “mieux se comprendre”

Union européenne Les deux groupes de pays se sont réunis pour la première fois ce lundi, à Varsovie.

Maria Udrescu
Envoyée spéciale à Varsovie

Les Premiers ministres de Belgique, Pays-Bas et Luxembourg et leurs quatre homologues du groupe de Visegrad (Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie - V4) se sont réunis pour la première fois ce lundi, à Varsovie, pour discuter enfin ouvertement des nombreux sujets qui fâchent, mais aussi des thématiques européennes qui les unissent. *“C’était une réunion intense et sans aucun tabou”*, a constaté le chef du gouvernement belge Charles Michel. Une impression partagée notamment par le Slovaque Robert Fico : *“Cela fait un moment que je n’ai plus vu une discussion aussi franche.”*

En langage diplomatique, qui dit “franche”, dit pour le moins inconfortable. Car même les dossiers qui divisent l’Ouest et l’Est de l’Europe ont été abordés lors de cette rencontre proposée par le Benelux en mars. *“Nous ne sommes pas les pays les plus ‘like-minded’.* Mais grâce à une compréhension des opinions de chacun, nous pouvons réaliser des compromis intelligents afin de prendre des décisions et de sortir de l’immobilisme”, a déclaré Charles Michel. Bref, l’objectif était de mettre les mains dans le cambouis pour faire émerger des positions communes, même sur ces sujets que les Vingt-huit n’évoquent plus que du bout des lèvres, et tenter de faire bouger les lignes. Un exercice qui s’est avéré aussi difficile qu’il n’y paraît.

1 La migration

Le refus des pays de Visegrad de relocaliser des réfugiés depuis la Grèce et l’Italie n’a pas bougé d’un iota depuis le début de la crise migratoire, si ce n’est pour s’endurcir. Ils plaident plutôt pour une solidarité “flexible” en la matière, suggérant de laisser la possibilité à chacun d’agir comme bon lui semble pour aider les pays en difficulté. Un concept loin de satisfaire les pays du Benelux, partisans d’une “solidarité inconditionnelle”, comme l’a répété le Premier ministre luxembourgeois Xavier Bettel. *“Si*

Le Benelux et les pays de Visegrad ont décidé de poursuivre le dialogue après l’été.

chacun définit sa vision de la solidarité, c’est la fin de l’Union européenne.”

Si d’aucuns ont essayé ce lundi de maquiller les divergences entre les deux groupes, le Hongrois Viktor Orbán, lui, n’y a pas été de main morte. *“Certes, il y a certaines convergences”*, a-t-il constaté, comme sur la nécessité de multiplier les accords avec les pays de transit et d’origine des migrants pour limiter les flux migratoires. *“Mais de là à dire qu’il y aura une seule politique migratoire européenne, j’ai mes doutes. Il faut rester réaliste et ne pas se faire trop d’illusions”*, a-t-il tranché.

2 L’état de droit

Les pays du Benelux n’ont pas hésité à épingle également les multiples dérives observées en Hongrie et en Pologne, qui soulèvent des inquiétudes quant au respect de l’état de droit dans ces pays. Mardi encore, le Parlement hongrois adoptait une loi controversée renforçant le contrôle gouvernemental sur les ONG bénéficiant de fonds étrangers. Ainsi, le Premier ministre belge a-t-il de nouveau proposé d’instaurer une revue annuelle du respect de l’état de droit au sein de tous les Etats membres. Un mécanisme qui permettrait d’ailleurs de répondre aux lamentations des pays de Visegrad, qui se disent victimes d’une stigmatisation et d’accusations injustes.

3 L’avenir de l’Union

S’il est un domaine dans lequel les sept pays réunis ce lundi semblent avoir fait des progrès, c’est l’avenir de l’Europe. Certes, des divergences sur la meilleure manière de faire avancer le projet européen persistent. Ainsi, la réforme de la directive sur le détachement des travailleurs au sein de l’UE, soutenue par les pays d’Europe occidentale, fait toujours l’objet d’une résistance farouche de la part des pays du V4. Et l’idée d’une Europe à plusieurs vitesses, proposée d’abord par le Bénélux, est loin de séduire les pays de l’Est. *“Nous ne voulons pas d’un avenir peint par une nouvelle*

machine d’intégration franco-allemande, mais que les Vingt-sept expriment d’une seule voix ce à quoi l’avenir de l’Europe doit ressembler”, a ainsi insisté M. Fico.

Reste que, selon M. Michel, *“ces discussions contribuent à débloquer l’Europe et renforcer l’esprit du ‘now we can’.* Nous partageons tous le sentiment que les mois qui viennent vont ouvrir un momentum politique pour l’avenir du projet européen”. Le Benelux et le V4 se sont donc engagés à poursuivre le dialogue entamé et à intensifier leurs contacts préparatoires au Conseil européen.